

**Union européenne - Eurogroupe -
Déclaration de M. Bruno Le Maire,
ministre de l'économie et des
finances, à son arrivée à la réunion**
(Bruxelles, 24 mai 2018)

Bonjour à tous. Je vais m'exprimer en français, d'abord pour souligner l'importance de la décision du projet de décision de la Commission de sortie de la procédure pour déficit excessif de la France. Je crois que c'est un signal très important. C'est la reconnaissance des efforts qui ont été faits par le gouvernement français, par le président de la République, pour remettre d'aplomb les finances publiques françaises. Nous étions depuis dix ans sous cette procédure pour déficit public excessif. La Commission a proposé que nous sortions de cette procédure, c'est un signal important, c'est un signal positif. D'abord parce qu'il est bon pour la France que les finances publiques soient bien tenues. C'est bon pour les Français, c'est bon pour notre croissance, c'est bon pour la création d'emplois. Et puis je crois que c'est le signal de la crédibilité retrouvée de la France sur la scène européenne. Donc nous sommes heureux de ce projet de décision de la Commission européenne et nous serons à la hauteur de la confiance qui a été placée dans la France et dans les finances publiques françaises.

Le deuxième sujet que nous allons traiter aujourd'hui, c'est évidemment la Grèce. Nous devons clore la quatrième revue du troisième programme à la fin du mois de juin. La Grèce a pris déjà un certain nombre de décisions qui sont importantes. Elle doit continuer dans cette voie-là. Et il faudra aussi définir un mécanisme pour la dette grecque, qui soit clair, qui soit crédible pour les marchés et qui soit solide. Donc nous nous y employons, nous avons déjeuné aujourd'hui avec un certain nombre d'acteurs du traitement de la dette grecque. Je pense que nous sommes dans la bonne voie pour trouver un accord d'ici la fin du mois de juin sur un traitement solide, clair, crédible de la dette grecque pour mise en oeuvre après l'achèvement du programme.

Le troisième sujet que nous allons traiter durant ces deux jours à Bruxelles, c'est le paquet bancaire. Le paquet bancaire est un élément essentiel de la solidité des banques européennes. Cela n'est pas un sujet technique, c'est un sujet éminemment politique qui engage la solidité des banques européennes et qui est essentiel également pour les épargnants, pour la garantie qu'auront les épargnants que leurs banques resteront solides quelle que soit la situation économique et quelle que soit la situation financière. Il y a une proposition de la Présidence qui est désormais sur la table. Cette proposition est une proposition équilibrée, c'est la bonne proposition. C'est le point d'équilibre entre les attentes des uns et des autres. Nous avons eu l'occasion d'en discuter avec Olaf Scholz pendant des heures et des heures au cours des semaines passées. Nous sommes d'accord. Nous avons aujourd'hui une proposition de la Présidence qui est une bonne proposition. Maintenant une bonne proposition, il faut l'adopter. Et je pense qu'il n'y a pas de temps à perdre pour adopter ce projet sur le paquet bancaire et prendre les décisions nécessaires. C'est d'autant plus nécessaire que nous aurons ensuite une discussion sur l'avenir de l'euro.

Donc mettons de côté le paquet bancaire pour pouvoir progresser ensuite sur l'avenir de la

zone euro. Nous y travaillons de manière intense, avec le vice-chancelier Scholz depuis des semaines. Avec Olaf Scholz, nous sommes totalement déterminés à aboutir à une feuille de route commune franco-allemande sur l'avenir de la zone euro d'ici le Conseil européen de juin. C'est la mission que nous ont donnée le président de la République française Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel. Nous voulons être à la hauteur de cette mission et surtout être à la hauteur de l'histoire. Chacun voit bien aujourd'hui, au regard de la situation internationale, des difficultés européennes, qu'il y a une nécessité absolue à renforcer la zone euro. Pour renforcer la zone euro, il faut que Français et Allemands soient d'accord sur une feuille de route. Nous ne ménagerons aucun effort dans les semaines et jours qui viennent avec Olaf Scholz pour parvenir à un compromis franco-allemand.

Un dernier mot sur une proposition de Valdis Dombrovskis qui me tient très à coeur, celle du financement durable et "green bonds" en particulier. Je veux appuyer ces propositions du vice-président Dombrovskis car je crois que c'est une excellente proposition qui va dans le sens de la finance verte à laquelle le président de la République et moi-même sommes très attachés.

Q - Est-ce que l'Italie peut-être la nouvelle Grèce ?

R - L'Italie est un partenaire essentiel de la zone euro, et un partenaire essentiel en Europe. L'Italie est un Etat fondateur du projet européen, c'est une des économies importantes de la zone euro et une économie importante de l'Union européenne. Nous avons tous noté de manière positive les premières déclarations du président du Conseil italien, qui s'est engagé justement à respecter les règles européennes. C'est un signal positif, nous voulons travailler de manière constructive avec l'Italie et nous jugerons sur les actes.

Q - Allez-vous discuter des tarifs douaniers de Donald Trump sur l'Union européenne ?

R - Le président de la République a eu l'occasion à maintes reprises de dire à quel point, entre alliés, entre Européens et Américains, nous ne pouvions pas comprendre ni accepter qu'il y ait une augmentation des tarifs douaniers. Nous souhaitons et continuerons à demander une exemption totale et permanente des tarifs douaniers américains sur l'Europe. Nous sommes prêts à travailler avec nos amis américains sur la question du commerce international. Nous sommes prêts à étudier la question des surcapacités de production d'acier et d'aluminium en Chine, nous sommes prêts à travailler sur la refondation de l'Organisation mondiale du commerce, sur le respect de la propriété intellectuelle, sur l'accès aux marchés publics. Sur tous ces sujets, nous ouvrons les bras à nos amis américains et nous disons : il faut travailler ensemble. Mais pour travailler ensemble, il faut travailler en confiance, sans menace, cela veut dire une exemption totale et permanente des tarifs américains sur l'Europe. Le président de la République l'a dit à plusieurs reprises et je reconfirme la position française.

Q - De nouveaux tarifs pour les automobiles européennes ?

R - Pas de nouveaux tarifs il y aura une discussion avec nos amis américains sur la question du commerce international à partir du moment où nous aurons une exemption totale et permanente des tarifs douaniers américains sur l'Europe. Entre alliés, nous ne pouvons pas

négociier sous la menace ou sous la contrainte. Nous devons négocier de bonne foi, sereinement, cela suppose que le président a demandé à de multiples reprises qu'il y ait une exemption totale et permanente des tarifs américains sur l'Union européenne./.